



Date de dépôt : 29 mai 2026

Rapport

de la commission judiciaire et de la police chargée d'étudier la proposition de motion de Sophie Bobillier, Masha Alimi, Jacques Blondin, Léna Strasser, Christo Ivanov, Sylvain Thévoz, Jean-Marie Voumard, Daniel Noël, Dilara Bayrak, Jean-Marc Guinchard, Alia Chaker Mangeat, Céline Bartolomucci, Marc Saudan, Jacques Jeannerat, Pierre Eckert, Patricia Bidaux, Julien Nicolet-dit-Félix, Laura Mach, Louise Trottet, Emilie Fernandez, Ayari Félix Beltrametti, Léo Peterschmitt, François Erard, Cédric Jeanneret, Caroline Renold, Yves de Matteis pour l'élaboration d'un projet de loi encadrant la procédure de conversion des amendes et peines pécuniaires en peines privatives de liberté de substitution (PPLS)

Rapport de majorité de Masha Alimi (page 4)

Rapport de minorité de Joëlle Fiss (page 15)

Proposition de motion

(3198-A)

pour l'élaboration d'un projet de loi encadrant la procédure de conversion des amendes et peines pécuniaires en peines privatives de liberté de substitution (PPLS)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- les articles 36, 74 et suivants – tout particulièrement l'art. 74 phrase 1 et l'art. 75 al. 1 – ainsi que l'art. 106 du code pénal suisse (CP) ;
- qu'aucune loi d'application ne définit, au moyen de critères objectifs, la procédure de conversion d'une peine pécuniaire ou d'une amende en peine privative de liberté de substitution (PPLS), ni ne désigne une autorité spécifiquement chargée d'examiner notamment la réalisation de la faute et de procéder à une évaluation individualisée de la situation de la personne concernée avant toute mise en détention ;
- l'intérêt public, tant dans une perspective économique que sociale, de ne convertir les amendes ou peines pécuniaires qu'en dernier ressort, qu'à l'encontre des personnes qui s'opposent activement et fautivement à exécuter leur condamnation ;
- les prix de pension journaliers des placements en détention fixés par la conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures (concordat latin) ;
- la nécessité de garantir un cadre procédural cantonal clair ;
- l'absence de données statistiques cantonales exhaustives et continues sur l'exécution des peines privatives de liberté de substitution ;

invite le Conseil d'Etat

- à élaborer un cadre légal régissant la procédure de conversion, clair, transparent et compréhensible pour les justiciables, garantissant l'accès systématique à des intervenants humains avant conversion ;
- à transmettre au Grand Conseil un rapport sur les lieux de détention alternatifs à l'établissement de Champ-Dollon, susceptibles d'accueillir des personnes en exécution des PPLS ;

- à maintenir à jour et à publier des données relatives à la population carcérale du canton, ventilées selon les régimes de détention, y compris les PPLS.

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de Masha Alimi

La commission judiciaire et police a étudié cette motion sous la présidence de M^{me} Gabriella Sonderegger durant une séance, soit le jeudi 30 avril 2026. Le procès-verbal a été tenu par M^{me} Katy Lopez. Qu'elle en soit remerciée. M. Sébastien Grodemange, secrétaire général adjoint (DIN), et M. Jean-Luc Constant, secrétaire scientifique de commissions parlementaires (SGGC), ont assisté aux travaux de la commission. Qu'ils soient remerciés également de leur soutien attentif.

En résumé, cette motion vise à instaurer un cadre spécifique pour la conversion des amendes et peines pécuniaires impayées en peines privatives de liberté et de substitution (PPLS). Actuellement, aucune disposition ne définit de critères objectifs, ni ne fixe une évaluation individualisée avant l'incarcération, ce qui conduit à l'emprisonnement de personnes souvent précaires sans réelle prise en compte de leur situation. La motion souligne que ce mécanisme touche de manière disproportionnée les personnes insolvables et désocialisées, sans effet dissuasif ni bénéfice pour la réinsertion, tout en surchargeant le système carcéral. Cette motion demande à ce que la conversion ne soit utilisée qu'en dernier recours, après un entretien préalable et une évaluation socio-économique, et que les alternatives à la détention soient envisagées. En finalité, cette motion invite à explorer des lieux de détention autre que Champ-Dollon.

Présentation

M^{me} Sophie Bobillier, première signataire

M^{me} Bobillier souhaite en préambule faire un bref rappel historique pour expliquer la proposition de motion 3198. La Commission des visiteurs officiels a examiné attentivement la question des peines privatives de liberté de substitution (PPLS), réflexion qui se sont traduites par une recommandation publiée dans l'un de ses derniers rapports annuels. Un projet de loi a été déposé au Grand Conseil sur l'affectation de la prison de Champ-Dollon, ainsi que la présente motion. Le projet de loi 13761 a été accepté en séance plénière et est entré en vigueur.

M^{me} Bobillier explique que le code pénal prévoit, en cas de commission d'infractions, différentes peines. Il y a trois types d'infractions : les

contraventions, les délits et les crimes. Les contraventions ne sont punies que par des amendes et les crimes et délits peuvent faire l'objet de peines pécuniaires ou de peines privatives de liberté. La peine pécuniaire est généralement en argent et la gravité de la faute détermine le nombre de jours, qui est multiplié par le montant déterminé en fonction de la situation financière de la personne. Il y a un minimum de 10 francs par jour et cela s'applique également pour une personne qui vit dans la rue et qui serait alors condamnée à 10 francs par jour, avec un nombre de jours de détention déterminé selon la gravité de la peine. Concernant les amendes, il s'agit d'un chiffre rond et c'est souvent de 100 ou 200 francs et cela peut aller jusqu'à plusieurs milliers de francs. Si la personne ne paie pas, l'amende se transforme alors en jours de peine privative de liberté de substitution. Si le non-paiement de l'amende est fautif, l'amende est convertie en jours de détention. Quant aux jours-amendes, les personnes concernées sont directement condamnées à une telle peine. Il s'agit de personnes qui n'arrivent pas à payer ou qui ne reçoivent même pas de bulletin de paiement. Elle ajoute que si la personne est domiciliée à Genève, c'est une poursuite civile qui est engagée s'il n'y a pas d'acte de défaut de biens et, si la poursuite n'aboutit pas, la PPLS s'applique dans un établissement de détention ou par des travaux d'intérêt général.

M^{me} Bobillier précise qu'actuellement, beaucoup de personnes en situation de précarité sont condamnées à des amendes, qui sont ensuite converties en peines privatives de liberté de substitution, alors même qu'elles n'ont pas eu l'opportunité de payer, leur domicile n'étant pas connu ou le montant total de leurs dettes s'avérant trop élevé. Ces amendes sont alors automatiquement converties en jours de prison.

M^{me} Bobillier ne sait pas comment l'interdiction de placement de ces personnes à Champ-Dollon a influencé ce système. Dans ce contexte, la proposition de motion demande un examen individualisé de la situation, car la conversion des amendes en jours de détention se fait automatiquement, sans examen concret de la situation. L'objectif de cette motion est d'inviter le département à poser un cadre légal clair.

M^{me} Bobillier ajoute que la piste des travaux d'intérêt général devrait être mieux exploitée, mais le code pénal suisse ne le permet pas, car une fois la conversion faite, il n'est pas possible de choisir les travaux d'intérêt général. Cela doit être fait en amont de la conversion. La proposition de motion invite le Conseil d'Etat à transmettre au Grand Conseil un rapport sur ce qui est fait. Il est aussi demandé la tenue à jour de statistiques. Il s'agirait notamment de connaître le montant des conversions d'amendes. Le but est de garder la prison comme ultime-ratio et que l'établissement carcéral soit choisi en dernier recours.

M^{me} Bobillier précise avoir indiqué le coût de l'exécution d'une PPLS à la dernière page de la motion. L'idée est de garder en tête l'aspect humain.

Un député (PLR) est d'accord avec les deuxième et troisième invites de la motion. Concernant la première invite, il se demande s'il est nécessaire de légiférer et si la question ne pourrait pas être solutionnée par voie réglementaire.

M^{me} Bobillier ne sait pas si la loi portant règlement du Grand Conseil (LRGC) permet de demander au Conseil d'Etat d'agir par le biais d'un règlement. Ce serait une solution satisfaisante car rien n'est actuellement prévu.

Un député (PLR) demande si cela ne revient pas un peu au même que la conversion des peines pécuniaires pour les infractions à la loi fédérale sur les étrangers et les cas de rupture de ban. Il explique avoir été confronté à la même problématique pratique.

M^{me} Bobillier estime qu'il devrait y avoir un examen concret de la situation s'agissant des personnes faisant l'objet des conversions.

Une députée (MCG) demande si une détention à domicile avec un bracelet est envisageable.

M^{me} Bobillier invite à se référer au projet de loi sur l'affectation de la prison de Champ-Dollon. L'exécution peut se faire en milieu fermé, ouvert, avec un travail externe, avec un bracelet électronique et des travaux d'intérêt général sont également possibles. Tout cela devrait donc être analysé avant, mais, en pratique, la conversion s'avère automatique. Lorsque la personne concernée est informée, plus rien ne peut être changé et il ne reste donc que la prison de Champ-Dollon comme possibilité. L'idée serait par conséquent qu'il y ait un examen individualisé en amont, pour voir si une conversion est possible avec une autre forme prévue plutôt que la détention, qui coûte cher.

Une députée (MCG) informe qu'elle a défendu une personne qui importait de l'alcool et du tabac sans payer les droits de douane et qui avait écopé d'une importante amende. Dans cette situation, la personne a souhaité que les amendes soient converties en jours de détention. La personne a cependant souhaité faire machine arrière et éviter la détention, mais cela n'a pas été possible.

M^{me} Bobillier explique que cette situation est malheureusement souvent le cas désormais. C'est pour cela qu'il est important qu'il y ait une évaluation individualisée. Souvent, les personnes concernées n'ont même pas d'avocat et il est donc nécessaire d'adapter la prise en charge à chaque situation pour éviter que la détention ne s'avère trop contraignante.

La députée (MCG) se réfère à ce propos à Charles Dickens et à la prison en Angleterre.

M^{me} Bobillier explique que la Suisse est l'un des derniers pays à appliquer un tel système, qui est une aberration économique et humaine. Cela ne veut pas dire qu'une personne, qui a par exemple uriné sur la voie publique et qui écope d'une amende de 100 à 150 francs, ne doit pas subir de conséquences. M^{me} Bobillier se demande juste si une telle situation justifie vraiment un placement en détention à raison d'un jour ou d'un jour et demi en prison. Un article de presse a récemment été publié à propos d'une personne ayant accumulé des amendes en raison de mendicité et qui avait été placée à la prison Champ-Dollon pendant un an et demi. Une autre personne a contacté M^{me} Bobillier. Elle avait un arrangement de paiement pour des contraventions, mais cet arrangement n'a pas été appliqué pour l'une d'entre elles, qui a donc été transmise au SRSP, ce qui signifie donc une potentielle mise en détention. La pratique actuelle nécessiterait donc un examen individuel de chaque cas.

Un député (PLR) explique avoir de la peine à cerner la méthode parlementaire utilisée par la Commission des visiteurs officiels, car le projet de loi et la motion ont été déposés au sujet de la même problématique. Le projet de loi était assorti d'une clause d'urgence, a été voté par le Grand Conseil et il est entré en vigueur. Dans le même temps, la proposition de motion demande le dépôt d'un projet de loi pour dire la même chose que ce qui a déjà été approuvé par le Grand Conseil. C'est au niveau fédéral qu'il conviendrait de porter ce combat, combat qu'il pourrait d'ailleurs soutenir sur le fond. C'est bien la méthode employée qui agace le PLR. Le département a déjà expliqué pourquoi cela n'était pas possible et le PLR se demande comment concilier cette posture avec le refus de construction d'une prison. Ce discours lui semble constituer un discours incohérent.

M^{me} Bobillier précise que le projet de loi n'écarte que Champ-Dollon comme établissement d'exécution des PPLS.

Un député (PLR) indique que c'était déjà le cas.

M^{me} Bobillier répond par la négative. La prison accueillait récemment encore 23 personnes pour ce motif. Le projet de loi ayant été adopté, il oblige le Conseil d'Etat à trouver d'autres lieux pour placer des personnes faisant l'objet de PPLS

Le député (PLR) rappelle que le département a précisé que la vocation historique de Champ-Dollon n'a jamais été de servir à l'exécution des peines, ni d'accueillir des personnes faisant l'objet de PPLS. Il devait uniquement s'agir à l'origine d'un établissement destiné à la détention provisoire.

M^{me} Bobillier demande s'il faudrait créer un nouvel établissement plutôt qu'effectuer un examen pour voir s'il n'y a pas d'autres solutions.

Le même député (PLR) rappelle que la mise en œuvre de la politique carcérale relève de la compétence du Conseil d'Etat et pas des parlementaires. Leur rôle est de mettre à disposition du Conseil d'Etat des moyens afin que chaque personne condamnée exécute sa peine dans les conditions les plus dignes possibles, conformément à la CEDH et au droit applicable. Dans ce contexte, le PLR a de la peine à comprendre pourquoi la Commission judiciaire est saisie de cette proposition de motion, alors que certains se sont opposés à la construction de la prison des Dardelles.

M^{me} Bobillier précise qu'il y a une différence d'interprétation du rôle des députés. Elle estime que le but est de prendre le temps nécessaire pour déposer des textes utiles. Le Grand Conseil a réussi à faire en sorte que des personnes puissent effectuer des travaux d'intérêt général, alors que Genève est sous-dotée en la matière. C'est aussi le rôle des députés de faire en sorte qu'une personne condamnée nettoie la ville afin de comprendre ce que cela signifie que de vivre en société. Il est préférable de privilégier cette voie plutôt que la prison, car il n'y a pas de conditions dignes à Champ-Dollon.

Le député (PLR) partage aussi cet avis sur ce point.

Une députée (Ve) explique qu'elle avait voté contre le projet des Dardelles. Il s'agit de savoir ce qui est souhaité comme projet de société. Elle estime que la prison est comme le trafic ; plus il y en a, plus elles sont remplies, ce qui fait que la manière s'avère importante. Elle ajoute que si l'on veut trouver des personnes qui commettent des infractions, on en trouvera, comme des personnes qui passent au feu rouge. Il faut surtout savoir quelle est la peine adéquate et mesurée pour cohabiter tous ensemble, ainsi que pour les personnes qui ne gèrent pas leur administration ou qui n'ont pas de domicile connu, afin de trouver une solution. La responsabilité de l'Etat ne revient pas juste à mettre des personnes en prison, sachant que cela coûte par ailleurs très cher.

La députée (Ve) poursuit en indiquant qu'elle souhaiterait en savoir plus sur le processus de conversion, qui s'avère peu clair, ainsi que sur le SRSP. Elle voudrait savoir quel est l'état du SRSP actuellement, suite à la fusion du SAPEM et du SPI. Le but est que les personnes placées en prison se requalifient pour leur offrir une alternative à leur sortie de détention.

M^{me} Bobillier précise qu'il y a une compétence résiduelle évidente et que le service des contraventions a ses propres directives, qui peuvent être revues en règlement. Elle souhaite que le cadre légal soit établi.

M^{me} Bobillier rappelle par ailleurs l'article 143 LRGC, qui permet qu'une motion aboutisse au dépôt par le Conseil d'Etat d'un projet de loi ou à la rédaction d'un règlement. S'agissant du SRSP, elle constate que les personnes placées en détention ne rencontrent pas systématiquement le service social, alors que cela devrait être le cas. Elle invite la Commission judiciaire à auditionner le SRSP à ce propos. Elle rappelle que les personnes placées à Champ-Dollon doivent attendre parfois longtemps avant d'accéder à une place de travail pour pouvoir éventuellement payer leur peine pécuniaire et sortir avant le terme de la détention. Il s'agit par conséquent d'effectuer un travail en amont qui soit efficace, avec une analyse individuelle.

La députée (Ve) demande si même la Commission des visiteurs officiels n'a pas d'informations officielles du SRSP.

M^{me} Bobillier n'irait pas jusque-là, mais précise que la commission a parfois des difficultés.

Un député (UDC) trouve qu'il est pertinent d'ouvrir le débat et demande si les amendes de tout type sont convertibles en peine privative de liberté de substitution.

M^{me} Bobillier répond par l'affirmative.

Le député (UDC) est étonné par la deuxième invite, qui mentionne l'accueil dans un établissement alternatif à Champ-Dollon. Il demande si le but ne serait pas de supprimer totalement la conversion.

M^{me} Bobillier explique que ce mécanisme est régi par le code pénal. Ainsi, sans changement de celui-ci, la conversion sera toujours prévue. Elle ajoute qu'il est cependant possible de mettre la personne concernée dans un établissement à sécurité moins élevée. La prise en charge coûtera moins cher, étant précisé que certains établissements de détention du canton sont même en sous-occupation de 50%, pendant que la prison de Champ-Dollon est surpeuplée.

Le député (UDC) demande si la loi autorise les peines de substitution à la prison telles que le travail d'intérêt général.

M^{me} Bobillier rappelle qu'il faut distinguer différentes choses : lorsqu'une peine privative de liberté est décidée, il y a le choix entre le secteur fermé, le secteur ouvert, le travail externe, la semi-détention et le bracelet électronique, qui sont tous actuellement possibles. Cependant, la pratique est de mettre la personne à Champ-Dollon. M^{me} Bobillier trouve dommage que le reste ne soit pas exploité, car cela revient cher, au détriment du contribuable et de la personne placée en détention. Elle rappelle que, lorsque ces personnes sortent de Champ-Dollon, elles n'ont même pas de billet TPG et pourraient donc recevoir une contravention pour défaut de titre de transport, ce qui ferait

recommencer le problème. Elle ajoute qu'il s'agit parfois de séries de petites amendes impayées et que le SRSP n'analyse même pas si la personne est sous curatelle, car il y a parfois des curateurs qui n'ont pas payé les amendes et qui demandent ensuite la grâce afin d'éviter que la personne aille en prison en raison de la conversion.

Le même député (UDC) s'enquiert des raisons du manque de développement des travaux d'intérêt général.

M^{me} Bobillier précise que le code pénal prévoit que cela n'est pas possible une fois la peine convertie. Elle estime qu'il serait donc mieux de le voir avant, mais comme le processus est actuellement automatisé, cela pose problème.

Une députée (LJS) explique être en faveur de la construction d'une prison plus moderne qui permettra aux gardiens d'assumer leur réel cahier des charges plutôt que d'ouvrir et fermer des portes. Elle souligne également la pertinence de prévoir des cellules plus grandes et ceci pour la dignité des détenus. Elle informe par ailleurs que la Commission des visiteurs officielles a auditionné le DIN à propos de la planification pénitentiaire. Le département a expliqué que cela ne dépendait pas de lui, mais de l'office cantonal des bâtiments. Le but du projet de loi voté par le Grand Conseil et de la présente motion est de pousser le département à donner une feuille de route pour adapter le système actuel afin de ne pas mélanger les personnes placées en détention en raison d'une PPLS avec les autres détenus. La députée LJS précise l'avoir déjà dit en plénière.

M^{me} Bobillier ajoute que les premiers retours sur le projet entré en vigueur indiquent qu'il y a des solutions en cours d'examen. C'était le but que de faire bouger les choses.

Un député (UDC) constate que l'on cherche toujours des solutions à la délinquance. Il reprend les propos de la députée (Ve), qui a expliqué que s'il y a moins de places en prison, il y aura donc moins de délinquants, car les prisons sont des aspirateurs à délinquants et que cela reviendrait donc à résoudre le problème en n'ayant plus de sanction. Il partage l'exaspération du PLR sur la forme. Sur le fond, il entend qu'il y a toujours un problème quand quelqu'un est privé de liberté. Il trouve cela choquant, mais rappelle que tout cela est dans le code pénal. Il rappelle par ailleurs que le droit fédéral s'applique et qu'il ne sert donc à rien de chercher à l'éviter. Il entend que la liberté vaut plus, mais précise que la réforme du code pénal a introduit le principe que la privation de liberté peut être traduite par des jours-amende. Vouloir mettre tout cela sur le même pied d'égalité est aberrant. Cela vise à empêcher l'administration d'appliquer le code pénal uniquement parce qu'il y a une aversion à l'idée que quelqu'un doit payer sa dette à la société. Il constate que le projet de loi est

tellement imprégné de cette volonté d'enlever la conversion, exigée par le code pénal, que cela devient de l'arbitraire.

Le député (UDC) estime que les avocats débutants ne devraient pas pouvoir siéger au Grand Conseil durant les dix premières années car ils se basent sur des détails qui les marquent. Il n'aime pas l'intention de cette motion, car il trouve qu'elle n'est pas honnête et que son but est d'embêter l'administration.

M^{me} Bobillier constate que le dépôt du projet de loi a permis d'ouvrir un débat plus large en se demandant à quoi sert la prison. Le code pénal y répond, mais il y a des situations qui n'entrent pas dans la volonté du législateur. Elle rappelle que la prison sert à écarter des personnes dangereuses et à ce que l'instruction de la procédure pénale se fasse dans de bonnes conditions, sans collusion, répétition ou fuite.

M^{me} Bobillier revient par ailleurs sur la question des chiffres et précise que si Genève disposait de statistiques similaires aux cantons de même nature, comme Bâle, qui a une frontière également, cela ne poserait pas de problème, mais elle rappelle que Genève a le double d'incarcérations que tout le reste de la Suisse, à l'exception du canton de Vaud. Actuellement, le code pénal prévoit le principe de la conversion et cela n'est pas remis en cause ici. Il faut cependant, lorsqu'on prive une personne de liberté, s'assurer qu'elle soit mise en prison après que toutes les procédures aient été suivies. Il n'y a pas de procédure spécifique actuellement, ce qui implique que tout et n'importe quoi est fait. Il faudrait remettre en place le principe de l'égalité de traitement. Elle est persuadée que cette solution coûtera moins cher.

Un député (S) propose de voter la motion plutôt que d'auditionner, puisqu'ils sont d'accord sur le fond.

Un député (PLR) demande à qui la motion s'adresserait, si ce n'est au Conseil fédéral ou à l'Assemblée fédérale.

Le député (S) précise que la motion invite le Conseil d'Etat à entreprendre certaines choses. Il n'y a donc pas besoin d'auditionner autant de monde.

Un député (PLR) demande d'expliquer ce qu'est la réalisation de la faute dans la deuxième invite. Compte tenu des travaux d'intérêt général, il demande s'il ne faudrait pas plutôt indiquer « avant la conversion » plutôt qu'avant la mise en détention et demande si cela est possible, vu que la question est régie par le code pénal. Concernant l'évaluation individuelle, il explique qu'est ainsi introduite une nouvelle compétence, ainsi que des personnes dans le système, qui analyseraient les situations. Il demande si des ressources et du temps de traitement supplémentaires seraient nécessaires ou si cela pourrait se faire avec les ressources existantes.

M^{me} Bobillier rappelle que l'article 106 CP prévoit que le juge prononce la peine privative de liberté de substitution lorsque le condamné, de manière fautive, n'a pas payé l'amende. La faute ne concerne donc pas l'infraction pénale, mais le fait de ne pas avoir payé la peine pécuniaire. Cela concerne actuellement les amendes et plus les peines pécuniaires. La faute de non-paiement doit être examinée. Pour les travaux d'intérêt général, cela peut être envisagé avant et peut être demandé au lieu de payer l'amende, mais uniquement avant conversion, car après cela n'est plus possible. Elle ajoute qu'il n'y a pas besoin de nouvelles compétences, car le SRSP effectue déjà un examen individuel pour les personnes condamnées à une peine privative de liberté et que cela reviendrait donc à faire pareil pour les personnes avec des amendes ou des jours-amendes.

Une députée (PLR) revient sur le débat de l'importance de la prison. Il a été dit que la prison servait à écarter les gens dangereux, mais elle estime qu'elle a aussi un effet dissuasif pour ne pas commettre de crimes. Il a également été dit que des toxicomanes étaient emprisonnés. Il s'agirait donc, à entendre sa préopinante, d'un état totalitaire, ce qui serait très alarmant. La députée (PLR) aimerait des statistiques à ce sujet. Elle trouve qu'il serait bien d'examiner la situation de chacun, mais estime que l'argument du budget doit être pris en compte, car l'examen de chaque cas peut coûter le même prix.

M^{me} Bobillier invite à entendre le professeur André Kuhn, en particulier sur la question de l'effet dissuasif, effet dissuasif qui n'est pas la peine, mais la crainte de se faire arrêter. C'est pareil pour les radars. Pour les toxicodépendants, elle précise qu'ils ne sont pas emprisonnés car ils sont toxicodépendants, mais parce que ces personnes ont plus de risque d'être sans logement et de se trouver autour du Quai 9. Elle n'a cependant pas de chiffres pour cela et demande justement au Conseil d'Etat, dans la troisième invite, de fournir des statistiques. Ils ne savent rien des personnes qui effectuent des PPLS et estime qu'il est essentiel d'avoir des informations. Pour l'examen des cas, elle pense que cela coûtera moins cher, même en prévoyant un entretien individuel d'une heure pour voir s'il n'y a pas d'autres solutions possibles que la détention, car le montant de la prison est bien plus élevé.

Une députée (MCG) souhaite revenir sur la problématique des personnes arrêtées dans la rue ou à leur domicile. Elle rappelle que les premiers besoins sont de se nourrir, se loger et se soigner et qu'il s'agit de survie. Elle demande ce qu'il se passerait, en cas d'arrestation, pour les conjoints, les enfants, les animaux. Elle se rappelle d'un bébé qui était décédé voici plusieurs années car personne n'en avait pris soin au moment de la mise en détention de sa mère. Elle mentionne également le cas d'une personne à l'AI, sous curatelle, qui se soignait par des joints et pour laquelle l'OPAD refusait de payer une amende

concernant l'utilisation de cannabis, ce qui a eu pour conséquence que la personne a été placée en détention à Champ-Dollon suite à la conversion en peine privative de liberté. Il y a donc des situations ubuesques et les services de l'Etat enfoncent ces personnes. Elle demande comment cela se passe quand une personne est arrêtée.

M^{me} Bobillier constate qu'il y a souvent des situations problématiques et dramatiques et qu'il s'agit rarement de personnes qui ne veulent pas payer alors qu'elles en ont les moyens. Elle ajoute que parfois certaines personnes sont emmenées directement à Champ-Dollon et qu'il y aurait d'autres solutions.

M. Grosdemange demande s'il a bien été dit que le département n'était pas revenu devant la commission pour le projet pilote.

M^{me} Bobillier précise qu'elle a indiqué qu'il n'y avait pas eu de rapport public.

M. Grosdemange rappelle que le DIN a présenté le 7 décembre 2023 à la commission un bilan du projet pilote et a fait une présentation pour expliquer que le bilan était mitigé. M. Grosdemange tenait à corriger cela, car les propos entendus tendaient à dire que le département n'était pas revenu sur cette question, alors qu'il l'a fait.

M^{me} Bobillier s'excuse si cela a été fait et explique qu'elle ne l'a pas vu, mais précise qu'il n'y a pas eu de rapport public.

M. Grosdemange attire également l'attention de la commission sur l'arrêt 6b_462/2024 du Tribunal fédéral, qui parle des conditions d'application de l'article 106 CP et de la marge de manœuvre cantonale, que ce soit pour une loi ou pour un règlement.

La présidente demande s'il y a des propositions d'auditions.

M^{me} Bobillier propose d'auditionner le département, le SRSP et M^{me} Julie de Dardel pour les chiffres.

Une députée (Ve) ajoute que si un bilan a été présenté, elle prie le département de le publier.

Une députée (S) propose de ne pas recommencer à auditionner, mais de voter directement.

Un député (PLR) va dans le même sens et rappelle que l'observatoire carcéral mis en place par la Faculté des sciences de la société fait une publication mensuelle ou trimestrielle et que réinviter la professeure de Dardel n'aurait aucun sens. Il propose d'annexer au rapport les dernières parutions de ce journal ou de mettre un lien vers le site, ainsi que de biffer la première invite et de voter les deuxième et troisième invites en changeant le titre ainsi : « pour

davantage de transparence en matière de conversion des amendes et peines pécuniaires en peines privatives de liberté de substitution (PPLS) ».

M^{me} Bobillier est d'accord si la volonté de la commission est de voter la proposition de motion maintenant. Elle estime qu'il y a eu suffisamment de travaux à ce sujet, notamment par la Commission des visiteurs officiels, et que cela lui convient ainsi.

Une députée (LJS) pense aussi qu'il faut voter. Elle refuse de supprimer la première invite, et indique qu'elle acceptera la motion avec toutes les invites.

La députée (Ve) va dans le même sens.

Votes

Invite 1

La présidente met aux voix la suppression de la première invite selon la proposition du PLR

Oui : 6 (4 PLR ; 2 UDC)

Non : 9 (3 S ; 2 Ve ; 1 LJS ; 2 MCG ; 1 LC)

Abstention : 0

La suppression de la première invite est refusée.

Les invites 2 et 3 ne font l'objet d'aucune demande.

La présidente met aux voix la motion 3198 non amendée :

Oui : 11 (3 S ; 2 Ve ; 1 LJS ; 2 MCG ; 1 LC ; 1 PLR ; 1 UDC)

Non : 4 (3 PLR ; 1 UDC)

Abstention : —

La motion 3198 est approuvée.

Date de dépôt : 1^{er} juin 2026

RAPPORT DE LA MINORITÉ

Rapport de Joëlle Fiss

Résumé de la position minoritaire

La minorité rappelle d'abord que la conversion des amendes et des peines pécuniaires en peines privatives de liberté de substitution — c'est-à-dire en jours de détention lorsque la personne condamnée ne paie pas — est prévue par le code pénal fédéral. Le mécanisme relève donc principalement du droit suisse, et non du droit cantonal genevois. Pour cette raison, la minorité estime que si l'on souhaite modifier en profondeur ce système, le débat doit être porté au niveau fédéral, auprès du Conseil fédéral ou de l'Assemblée fédérale.

La minorité ne nie pas que certaines situations individuelles puissent être difficiles, ni qu'un examen plus attentif de certains cas puisse être utile. Elle reconnaît qu'il peut exister des situations humaines complexes, notamment lorsque des personnes précaires, sans domicile stable ou mal accompagnées administrativement, se retrouvent confrontées à des amendes impayées. Toutefois, elle refuse que ces situations servent à justifier une motion qui risque, selon elle, d'affaiblir l'effectivité des sanctions prévues par le droit pénal.

L'applicabilité de la sanction

La minorité défend une position claire : la sanction doit rester applicable. Une amende ou une peine pécuniaire ne peut pas devenir purement théorique. Si aucune conséquence réelle ne suit le non-paiement, l'autorité de la décision pénale s'affaiblit. La minorité considère donc que la motion pourrait créer des obstacles à l'administration dans l'application du droit fédéral et rendre plus difficile l'exécution effective des sanctions.

La prison n'a pas seulement pour fonction d'écarter les personnes dangereuses. Elle a également une fonction dissuasive ; elle rappelle que le non-respect de la loi peut entraîner des conséquences sérieuses. Cette dimension ne doit pas être écartée du débat. Pour la minorité, il serait dangereux de réduire la prison à une simple mesure de neutralisation des

individus dangereux, car la sanction pénale participe aussi à la prévention des infractions.

Par ailleurs, elle conteste l'idée selon laquelle réduire les places de prison, permettrait mécaniquement de réduire la délinquance ou de résoudre le problème des sanctions. En effet, ce n'est pas en rendant l'exécution des peines plus difficile que l'on règle les problèmes de délinquance ou de surpopulation carcérale.

L'importance de créer des meilleures conditions de détention

Certains dénoncent les mauvaises conditions de détention, mais refusent toutefois les infrastructures nécessaires pour exécuter les peines dans des conditions dignes - notamment lorsqu'ils s'opposent à la construction de nouvelles places de prison. Pour la minorité, il n'est pas cohérent de refuser les moyens matériels d'une politique carcérale digne tout en critiquant ensuite les conséquences de ce refus.

La répartition des compétences

La mise en œuvre de la politique carcérale relève principalement du Conseil d'Etat. Le rôle du Grand Conseil est de donner à l'exécutif les moyens nécessaires pour que les personnes condamnées puissent exécuter leur peine dans des conditions conformes au droit, notamment à la CEDH. Dans ce contexte, la minorité s'interroge sur la raison pour laquelle la Commission judiciaire est saisie d'une motion qui touche à la fois au droit fédéral, aux compétences du Conseil d'Etat et à l'exécution concrète des peines.

La motion intervient par ailleurs dans un contexte particulier : un projet de loi portant sur l'affectation de Champ-Dollon a déjà été adopté par le Grand Conseil et est entré en vigueur. Ce projet de loi visait précisément à exclure, ou à limiter, l'utilisation de Champ-Dollon pour l'exécution des peines privatives de liberté de substitution. Pour la minorité, une partie du débat a donc déjà été traitée par un autre texte parlementaire.

Cela pose un problème de méthode. D'une part, la motion revient sur une problématique déjà abordée par le Grand Conseil. D'autre part, elle touche à plusieurs niveaux de compétence : le mécanisme de conversion des amendes relève du code pénal fédéral ; l'organisation concrète de l'exécution des peines relève du Conseil d'Etat ; et le Grand Conseil intervient ici par une motion demandant un nouveau cadre. Pour la minorité, ce cumul crée une confusion institutionnelle : on ne sait plus clairement si le problème doit être réglé par le canton, par l'exécutif genevois ou par une modification du droit fédéral.

Une réserve budgétaire

Les défenseurs de la motion affirment qu'un examen individualisé des situations coûterait moins cher que la détention. La minorité estime que cette affirmation n'est pas démontrée. Examiner chaque cas demande du temps, du personnel et des ressources administratives. Il n'est donc pas certain que cette solution soit réellement moins coûteuse que le système actuel.

Il serait utile d'avoir des statistiques précises sur les personnes concernées par ces conversions. L'idée selon laquelle des personnes toxicodépendantes seraient emprisonnées dans ce cadre est jugée très alarmante. Mais justement parce que cette affirmation est grave, la minorité considère qu'elle doit être documentée. Il faut savoir qui est concerné, pour quelles infractions, dans quelles proportions et sur quelles bases concrètes le débat repose.

Proposition de compromis

Dans cette logique, la minorité a proposé une solution de compromis, c'est à dire :

- ne pas recommencer toutes les auditions
- s'appuyer sur les publications existantes de l'observatoire carcéral
- **supprimer** la première invite de la motion (invite le Conseil d'Etat à élaborer un cadre légal régissant la procédure de conversion, clair, transparent et compréhensible pour les justiciables, garantissant l'accès systématique à des intervenants humains avant conversion),
- **conserver** la deuxième invite (invite le Conseil d'Etat à transmettre au Grand Conseil un rapport sur les lieux de détention alternatifs à l'établissement de Champ-Dollon, susceptibles d'accueillir des personnes en exécution des PPLS)
- **conserver** la troisième invite (invite le Conseil d'Etat à publier des données relatives à la population carcérale du canton, ventilées selon les régimes de détention, y compris les PPLS ;
- **modifier** le titre pour recentrer le texte sur la transparence en matière de conversion des amendes et des peines pécuniaires en peines privatives de liberté de substitution.

Cette solution de compromis a été rejetée par la majorité.

Conclusion

La minorité ne rejette pas toute amélioration du système. Elle peut soutenir une meilleure transparence, une meilleure connaissance statistique du phénomène et, dans certains cas, une analyse plus fine des situations individuelles. Mais elle refuse une approche qui, sous couvert d'humanité ou de simplification administrative, risquerait de neutraliser le mécanisme de conversion prévu par le code pénal fédéral.

En résumé, la minorité ne conteste pas l'existence de situations individuelles difficiles, ni l'utilité de mieux documenter le phénomène. Mais elle refuse une motion qui risque d'affaiblir l'exécution des sanctions, de contourner le droit fédéral, de mélanger les compétences institutionnelles, de s'appuyer sur des arguments budgétaires insuffisamment démontrés et de remettre en cause, de manière indirecte, le principe même de l'exécution des peines.